



Expérience en matière de fixation des dunes

Lutte contre l'ensablement: l'exemple de la Mauritanie. C.J. Berte. 2010. Étude FAO: Forêts n° 158. Rome, FAO. ISBN 978-92-5-206531-9.

L'un des principaux défis de la désertification est l'ensablement, qui a des conséquences environnementales et socioéconomiques désastreuses. Il réduit les terres arables, les pâturages et la disponibilité de ressources en eau, menaçant la productivité et les rendements agricoles, la sécurité alimentaire et le niveau de vie des populations locales. Parmi les autres impacts, figurent la migration à grande échelle des populations, les dommages aux infrastructures et les lourdes pertes économiques. La Mauritanie, l'un des pays d'Afrique subsaharienne les plus touchés, a acquis au cours de plusieurs décennies une grande expérience dans le domaine de la lutte contre l'ensablement. Cette publication fait la synthèse des enseignements tirés, notamment dans la mise en œuvre d'un projet récemment achevé pour la remise en état et l'extension de la ceinture verte de Nouakchott, qui a été exécuté par la FAO et le Gouvernement mauritanien avec l'appui de la Région wallonne de Belgique.

La publication décrit les processus d'ensablement et les techniques de lutte, des études préliminaires jusqu'aux méthodes de pépinière et aux techniques de fixation – tant mécaniques que biologiques – et de protection des zones reboisées. Les aspects institutionnels et de gestion des projets sont également analysés, et l'auteur met l'accent sur l'utilisation d'une approche participative. Les annexes comprennent des profils d'espèces ligneuses et herbacées locales utilisées dans la fixation des dunes, ainsi que des tableaux pour gérer les activités et les budgets et suivre les progrès, qui peuvent servir de modèle aux efforts futurs.

Les enseignements décrits dans cet ouvrage peuvent être adaptés à d'autres pays qui font face à des défis similaires. La publication intéressera les techniciens, les directeurs de projet, les communautés locales et toutes les parties prenantes engagées dans la lutte contre la désertification.

La publication est disponible en ligne sur: www.fao.org/docrep/012/i1488f/i1488f00.htm



L'industrie forestière et le changement climatique

Impact of the global forest industry on atmospheric greenhouse gases. R. Miner. 2010. Étude FAO: Forêts n° 159. Rome, FAO. ISBN 978-92-5-106560-0.

Préparée à la demande de la FAO et du Conseil international des associations forestières et du papier, cette publication passe en revue les liens nombreux et complexes qui s'instaurent entre l'industrie mondiale des produits forestiers (comprenant ici la production de bois rond, de pâte et de papier, et la transformation du bois) et le cycle mondial du carbone, en vue de caractériser l'empreinte carbone du secteur. Chaque

Nouvelles éditions des publications statistiques de la FAO



Annuaire des produits forestiers de la FAO 2008. 2010. Rome, FAO. ISBN 978-92-5-006544-1.

Cet annuaire est un recueil multilingue de données statistiques sur les produits forestiers de base concernant tous les pays et territoires du monde. Cette 62^e édition contient des chiffres

annuels sur la production et le commerce de produits forestiers pour la période 2004-2008 et sur la direction des échanges en 2007 et 2008. Il est disponible aussi en ligne sur: www.fao.org/docrep/012/i1521m/i1521m00.htm



Capacités de la pâte et du papier – enquête 2009-2014. 2010. Rome, FAO. ISBN 978-92-5-006597-7.

Cette enquête annuelle présente les capacités de la pâte et du papier par pays et par produit; elle contient aussi des tableaux de la production par pays. Elle se fonde sur les chiffres envoyés

par des correspondants (notamment des associations de producteurs de la pâte et du papier ou des fabricants de papier) de 34 pays, représentant environ 70 pour cent de la production mondiale de papier et carton. Elle est disponible également en ligne sur: www.fao.org/docrep/012/i1666t/i1666t00.pdf

chapitre tente de quantifier un type important d'impact de l'industrie: piégeage du carbone et stockage dans les forêts et les produits forestiers; émissions de gaz à effet de serre provenant des fabriques ou des producteurs d'électricité approvisionnant ces fabriques; émissions attribuables à la fabrication, au transport et à l'utilisation des produits; émissions associées à la gestion de la fin de vie utile; et émissions évitées ailleurs dans la société quand, par exemple, les produits forestiers supplantent d'autres sources de production plus intensive de gaz à effet de serre ou remplacent les combustibles fossiles. Des calculs détaillés soutenant l'analyse sont présentés dans une annexe. Une deuxième annexe fournit un aperçu de la comptabilisation du carbone des produits ligneux récoltés aux fins de dresser des inventaires nationaux des gaz à effet de serre au titre du Protocole de Kyoto.

L'analyse note que les principales sources d'émissions de l'industrie sont la fabrication (notamment à cause de la consommation de combustibles fossiles et des achats d'électricité) et l'élimination des produits usés dans les décharges.

À l'échelle mondiale, l'impact de l'industrie sur le carbone forestier ne peut pas être évalué en termes quantitatifs, en raison de la limitation des données disponibles dans de nombreuses parties du monde et de la complexité de la chaîne d'approvisionnement en matières premières de l'industrie. Cependant, d'après les chiffres fournis par certains pays, les pratiques de gestion durable des forêts pourraient servir à maintenir la stabilité des stocks de carbone forestier au fil du temps. Une partie du carbone qui est absorbé par la forêt reste stockée dans les produits forestiers, ce qui procure des avantages considérables. Les avantages indirects fournis par les gaz à effet de serre résultant des activités ou produits de l'industrie forestière, tout en étant difficiles à quantifier, peuvent être nombreux et susceptibles d'être multipliés

La publication peut être téléchargée sur: www.fao.org/docrep/012/i1580e/i1580e00.htm

Bioénergie: cadres juridiques ...

Case studies on bioenergy policy and law: options for sustainability, E. Morgera, K. Kulovesi et A. Gobena. 2009. Étude législative de la FAO n° 102. Rome, FAO. ISBN 978-92-5-106455-9.

Des cadres de décision et juridiques éclairés sont nécessaires pour faire en sorte que les aspects socioéconomiques et de durabilité

environnementale soient pris en compte dans la production, la promotion et l'utilisation de la bioénergie, en vue de réduire au minimum les risques d'impacts négatifs et de maximiser les avantages immédiats et à long terme.

Grâce à une série d'études de cas de pays, cette publication vise à identifier des recommandations spécifiques pour les responsables des politiques et les rédacteurs de lois, afin d'assurer que les instruments stratégiques et juridiques relatifs à la bioénergie contribuent à la sécurité alimentaire, au développement rural et à la pérennité de l'environnement.

L'étude commence par passer en revue les engagements internationaux qui ont une incidence sur la production, la promotion et l'utilisation de la bioénergie, en mettant l'accent sur trois domaines de la loi internationale: le commerce, le changement climatique et la biodiversité. Les instruments juridiques internationaux ont été choisis en fonction de leur influence probable sur la mise en place des cadres juridiques nationaux régissant la bioénergie. Ils sont analysés à différents degrés dans les études de cas.

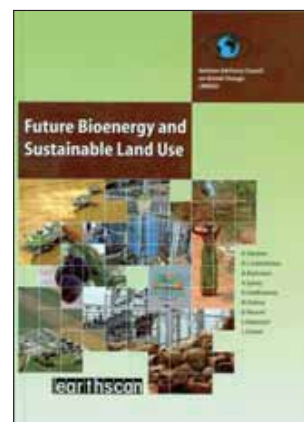
La deuxième partie consiste dans les études de cas, qui décrivent les politiques et les législations bioénergétiques en vigueur dans plusieurs pays: Argentine, Brésil, Estonie, Mexique, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Thaïlande. La troisième partie compare et analyse les principaux résultats, et explore des options légales et autres aptes à garantir la viabilité économique, sociale et environnementale du développement de la bioénergie.

La publication est disponible en ligne sur: www.fao.org/docrep/012/i1285e/i1285e00.htm

... et questions d'utilisation durable des terres

Future bioenergy and sustainable land use. R. Schubert, H.J. Schellnhuber, N. Buchmann, A. Epiney, R. Griethammer, M. Kulesa, D. Messner, S. Rahmstorf et J. Schmid. 2010. Londres, Royaume-Uni, Earthscan. ISBN 978-1-84407-841-7.

Élaboré par le Conseil consultatif allemand sur le changement mondial (WBGU) – un conseil consultatif scientifique indépendant qui fournit des avis au Gouvernement fédéral allemand –, ce rapport imposant et détaillé passe en revue les questions entourant la bioénergie du point de vue mondial, et montre comment l'utilisation durable de la bioénergie peut aider à réduire au minimum les risques pour la



sécurité alimentaire, la conservation de la nature et le changement climatique. Le WBGU considère que la bioénergie a le potentiel pour contribuer au quart de la consommation mondiale actuelle d'énergie primaire, et suggère que les politiques bioénergétiques visent avant tout l'atténuation du changement climatique et l'élimination de la «pauvreté énergétique».

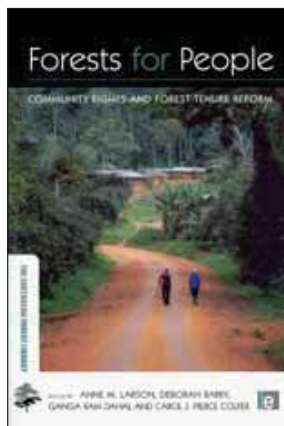
Le premier chapitre décrit, en utilisant le concept de «garde-fou», quelques contraintes pour la bioénergie, qui sont des limites quantifiées de dommages pour une série de variables écologiques et socioéconomiques. Dépasser ces limites serait intolérable ou potentiellement catastrophique. Les chapitres qui suivent comprennent des analyses des tendances de l'utilisation des terres, des systèmes bioénergétiques et de la concurrence pour la terre aux fins de la production de cultures énergétiques. Le rapport fait la distinction entre l'usage traditionnel de la biomasse, les déchets et résidus biogènes et les cultures énergétiques. Il évalue aussi plus de 60 étapes de la bioénergie, depuis l'extraction des ressources jusqu'à la production d'énergie. Les derniers chapitres présentent une analyse exhaustive des politiques bioénergétiques mondiales et recommandent une large gamme de critères pour définir des normes bioénergétiques relatives à la production et au commerce.

Pour les décideurs, ce livre commence par un résumé de 18 pages et s'achève avec cinq recommandations détaillées pour les futures recherches et six recommandations pour les actions stratégiques et réglementaires.

Deux ouvrages sur le régime foncier

Forests for people – community rights and forest tenure reform. A.M. Larson, D. Barry, G.R. Dahal et C.J. P. Colfer, eds. 2010. Londres, Royaume-Uni, Earthscan.
ISBN 978-1-84407-918-6.

Depuis 1985, les gouvernements des pays en développement ont transféré les droits fonciers d'au moins 200 millions d'hectares de forêts aux communautés qui vivent dans ces forêts ou aux alentours. Parmi les raisons de cette tendance apparemment internationale, figure la reconnaissance croissante du fait que la conservation des forêts, la durabilité de l'environnement et l'amélioration des moyens d'existence des populations traditionnellement tributaires des forêts peuvent constituer des objectifs complémentaires.



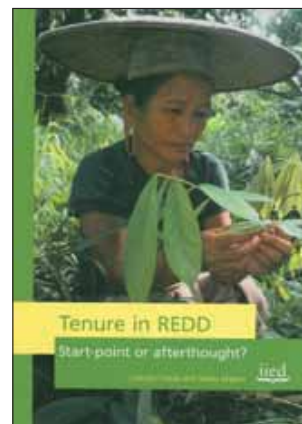
Sur la base des résultats d'une étude de trois ans qui porte sur plus de 30 communautés dans 10 pays désignés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, cet ouvrage fait la synthèse des connaissances sur les efforts faits pour conférer de nouveaux droits fonciers aux communautés qui vivent à l'intérieur ou à proximité des forêts. Toutefois, les résultats ne sont pas présentés comme de simples études de cas de pays, les chapitres tirant plutôt parti des résultats provenant d'une série de pays pour analyser des thèmes fondamentaux pour la réforme du régime forestier. Les questions couvertes comprennent les procédures et résultats de l'attribution de nouveaux droits; les rôles des organisations locales, des organismes de réglementation, des règlements et des marchés; et les résultats au niveau des moyens d'existence, de l'état des forêts et de l'équité sociale. Chaque chapitre contient un examen documentaire qui ancre l'analyse de la recherche de terrain dans le contexte historique et culturel.

Forests for people est une analyse critique et succincte de la réforme du régime forestier, fondée sur des preuves provenant du monde entier. En tant que tel, cet ouvrage est une ressource importante à la fois pour les planificateurs et les praticiens qui œuvrent à la réforme du régime forestier.

Tenure in REDD: start-point or afterthought? L. Cotula et J. Mayers. 2009. Natural Resource Issues No. 15. Londres, Royaume-Uni, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). ISBN 978-1-84369-736-7.

Une plus grande attention devra être accordée aux ressources, pendant que prennent corps de nouveaux mécanismes visant à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), négociés lors des pourparlers internationaux sur le changement climatique. Le régime foncier et des arbres – le système de droits, règlements, institutions et processus régissant leur accès et utilisation – influencera la mesure dans laquelle la REDD et les stratégies connexes favoriseront ou marginaliseront les communautés forestières.

Ce court rapport s'inspire des expériences de sept pays tropicaux densément boisés (Brésil, Cameroun, Guyana, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et République démocratique du Congo) pour élaborer une typologie des régimes fonciers appliqués dans divers pays. Il fait le point sur le régime foncier dans chaque pays et identifie les défis principaux à relever si l'on veut que la REDD ait un



impact équitable et durable. Différents chapitres portent chacun sur la gouvernance; les droits fonciers et les droits carbone; la propriété domaniale; la propriété privée et les droits d'utilisation; les droits coutumiers et les populations autochtones; la propriété communautaire; et le partage des avantages. Quelques recommandations générales sont formulées pour le développement effectif des stratégies REDD. Une annexe fournit des profils de pays détaillés qui décrivent le contexte des questions de régime foncier et de régime forestier.

À propos du liège

Cork oak woodlands and cork industry: present, past and future. S. Zapato, éd. 2009.

Barcelone, Espagne, Museu del Suro de Palafrugell. ISBN 84-923581-3-0.

Ce gros volume multilingue est un recueil de 49 rapports de recherche, présenté au Congrès international sur les plantations, fabriques et marchands de liège, tenu en février 2005 à Palafrugell (Espagne). Avec le sous-titre *aujourd'hui, hier et demain*, le recueil se divise en deux parties – les aspects forestiers et industriels (28 rapports) et l'économie et l'histoire (21 rapports). Les auteurs sont des chercheurs universitaires et des représentants de l'industrie du liège travaillant en Espagne, en France, en Italie, au Portugal et en Tunisie. Parmi les thèmes traités, figurent la sylviculture, les modèles de croissance de la production, les ravageurs et maladies, les techniques de multiplication, la récolte, le contrôle de la qualité, la gestion des incendies, la fabrication, les analyses économiques,



l'agroforesterie, les normes industrielles et quelques aspects de l'histoire du développement industriel et du commerce international dans certains pays méditerranéens producteurs de liège.

Les rapports sont publiés en anglais, catalan, espagnol, français, italien et portugais, mais ils contiennent tous un résumé en anglais. Cette publication attrayante est illustrée par des photos en couleurs, et sa reliure très originale est en placage de liège. Elle intéressera les spécialistes du liège des secteurs de la recherche et de l'industrie, ainsi que ceux dont les intérêts portent davantage sur l'histoire.